

Novembre 2022

La Lettre du CPN

Dans ce numéro :

Publications	2
Réflexions	4
Du côté des doctorants	6
Du côté des étudiants	9
Vie de Paris-Saclay	11
Présentation d'ouvrages	12
A lire	15
Activités à venir	17



Edito

Guillaume Tiffon et
Emmanuel Quenson
(directeur et directeur-adjoint du CPN)

Chaque nouvelle mouture de la Lettre du CPN présente son lot de recherches réalisées, en cours ou encore à l'état de projets. Ce numéro 11 ne déroge pas à cette habitude désormais bien connue et partagée par la communauté des sociologues de l'université d'Évry Paris-Saclay. Mais un point commun se dégage de tous ces travaux : celui de l'engagement à connaître, à s'interroger, à éclairer, voire à modifier la réalité.

Ainsi, cette lettre s'ouvre sur un ouvrage qui fera certainement date. Edité par Paul Stewart, Jean-Pierre Durand et Maria-Magdalena Richea, il engage le lecteur dans une sociologie de la sociologie du travail depuis 1945 dans 11 pays européens. Projet ambitieux s'il en est parce que jamais

réalisé jusqu'alors, il replace dans une perspective socio-historique et comparative l'essor de la sociologie du travail dans des contextes économiques et sociaux spécifiques caractérisés par des phases différentes selon que la sous-discipline se développe dans les pays de l'Ouest ou de l'Est. La plupart des chapitres de cet ouvrage sont écrits par des chercheurs ayant participé au programme *Marie Curie Changing Employment*.

Une autre perspective de recherche originale est mise en avant dans ce numéro ; celle initiée par Jérémie Moualek qui a ouvert en février 2022 un carnet de recherche consacré à l'étude visuelle de l'élection présidentielle et des élections législatives. Le parti pris du chercheur n'est pas seulement d'analyser les documents de propagande des candidats et des partis politiques comme cela se fait déjà, mais d'observer comment la population, qui n'est pas seulement constituée d'électeurs, loin s'en faut, s'en empare et s'engage à travers diverses manifestations visuelles dans l'espace public qui sont autant d'interprétations potentiellement contestatrices des messages suggérés par les organisations politiques.

Les doctorants ne sont pas en reste dans cette Lettre avec un compte rendu de leur résidence d'écriture destinée à échanger sur l'élaboration du manuscrit de thèse et de projets d'articles dans des revues scientifiques. Deux nouvelles thèses sont aussi présentées. Elles portent sur des sujets aussi variés que l'engagement des femmes dans les organisations syndicales de salariés, ou encore l'étude des effets de plusieurs dispositifs supposés insérer les jeunes sur le marché de l'emploi. Cette Lettre se poursuit par deux éclairages sur des travaux de terrain réalisés par des

étudiants du département de sociologie. Chacun d'entre eux raisonne fortement par rapport à des questions sociales prégnantes actuellement. L'un met l'accent sur les difficultés d'intégration sociale et universitaire, et donc d'engagement, des étudiants originaires des pays de l'Afrique subsaharienne, alors que l'autre interroge les effets du nouveau management public sur le travail infirmier.

Cette Lettre se poursuit par les rubriques habituelles : vie de Paris-Saclay, présentation de nouveaux ouvrages de chercheurs du CPN, du dernier numéro de la Nouvelle Revue du Travail (NRT). La première relate la dernière journée d'études sur les sciences de Paris-Saclay au cours de laquelle plusieurs chercheurs des SHS de l'université sont intervenus sur les thématiques « santé, travail et science », « innovations et nouvelles politiques scientifiques » et « discours et instruments dans la production des savoirs scientifiques ». La seconde rubrique signale deux parutions récentes consacrées à certains acteurs qui s'engagent pour transformer la réalité. La première traite de l'engagement d'un certain nombre de vignerons-viticulteurs pour faire renaître un vignoble en Bourgogne ; la seconde de l'engagement d'étrangers primo-arrivants dans un parcours d'intégration. Le n° 20 de la NRT traite de son côté de l'engagement d'un certain nombre de catégories d'acteurs non-enseignants sans lesquelles l'organisation et le fonctionnement du système éducatif ne serait pas possible. Ce numéro s'achève par les rubriques « A lire », « A voir » qui sont autant d'invitations à découvrir des travaux inédits et d'ouvertures vers des productions littéraires et audiovisuelles très complémentaires de celles du laboratoire.

PUBLICATIONS



Couronné J., Dupuy C., **Sarfati F.**, Simha J. (2022), « Le plaisir et le calcul : une analyse des activités extra-scolaires des étudiant·es », *Sociologie*, vol.13, pp. 63-77 <https://www.cairn.info/revue-sociologie-2022-1-page-63.htm>

Couronné J., **Sarfati F.** (2022), « De dispositif en dispositif, d'institution en institution - Introduction du dossier », *Agora Débats/jeunesses*, n°91, pp.54-64 <https://telemaque.injep.fr/Record.htm?idlist=232&record=19201194124910293762>

Cuomo A. (2022), *Faire carrière dans le rap au Burkina Faso. Une anthropologie politique de la musique*, Guichen, Éditions Mélanie Seteun. [https://www.lespressesdureel.com/ouvrage.php?id=9380#:~:text=Bas%C3%A9%20sur%20un%20travail%20d,\(Nig%C3%A9ria%2C%20Ghana%2C%20C%3%B4te%20d](https://www.lespressesdureel.com/ouvrage.php?id=9380#:~:text=Bas%C3%A9%20sur%20un%20travail%20d,(Nig%C3%A9ria%2C%20Ghana%2C%20C%3%B4te%20d)

Dupuy C., **Sarfati F.** (2022), *Gouverner par l'emploi. Une histoire de l'école 42*, Paris, Presses universitaires de France

Durand J.-P. (2022), *Le vin d'Épineuil. Renaissance d'un vignoble bourguignon*, Dijon, Editions Raisons et Passions. <https://www.leslibraires.fr/livre/21207281-le-vin-d-epineuil-renaissance-d-un-vignoble-bo-jean-pierre-durand-raison-passions>

Glaymann D., Maillard F. (2022), « Introduction. La professionnalisation des formations scolaires et universitaires entre discours et mises en œuvre », *Formation Emploi*, n°156, p.7-12. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03595855>

Glaymann D., Raymond, P. (2022), « L'engagement syndical des cadres du secteur privé : pratiques et représentations de l'action collective », *IREs et FO Cadres*, juillet. <http://www.ires.fr/index.php/etudes-recherches-ouvrages/etudes-des-organisations-syndicales/item/6544-l-engagement-syndical-des-cadres-du-secteur-prive-pratiques-et-representations-de-l-action-collective>

Hatzfeld N., **Quenson E.** (2022), « Façonner et former une élite : les apprentis des écoles de l'automobile de 1919 à 1989 », in Prisca Kergoat & Dominique Maillard (dir.), *Garçons & filles en apprentissage. Représentations, transformations, variations*, Toulouse, Editions Octarès, p. 67-80. https://pmb.cereq.fr/index.php?lvl=notice_display&id=71624

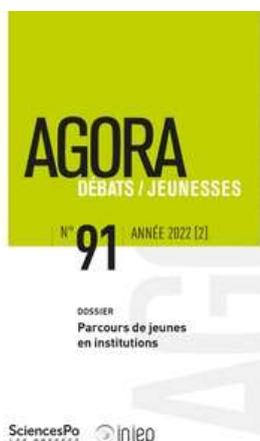
Moriceau J.-L., **Paes I.**, Earhart R. (2022), « Des films pour relier : Introduire les affects dans la business school », *Management International*, In press ;

Moualek J. (2022), « L'image disqualifiante de la "violence populaire" en démocratie. Le cas des Gilets jaunes et de leurs "clichés" », *Socio*, 16, p. 139-158.

Paes I., Guérillot G., Sané O., Moriceau J.-L. (2022), « RSE et relations Nord-Sud : un récit néocolonial ? », *Revue de l'Organisation Responsable*, p. 102-114. <https://www.cairn.info/revue-de-l-organisation-responsable-2022-2-page-102.html>



puf





Quenson E. (2022), « Le co-investissement en formation et la territorialisation des compétences professionnalisent-ils mieux les diplômés ? », *Formation Emploi*, n°156, p.31-50. <https://www.cairn.info/revue-formation-emploi-2021-4-page-31.htm>

Sarfati F. (2022), « Les intermédiaires : des acteurs agis par le gouvernement par l'emploi », *Formation Emploi*, n°157, p.117-121 <https://www.cairn.info/revue-formation-emploi-2022-1-page-117.htm>

Schütz G., **Sarfati F.** (2022), « Petits arrangements avec le droit. De la relation salariale dans l'emploi intermédié », *Droit et société*, n°110, pp 189-207 <https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2022-1-page-189.htm?ref=doi>

Tiffon G. (2022), « Les dislocations contemporaines du travail. Digitalisation, organisations liquides et pénibilité mentale du travail », *Les possibles*, n°30, Hiver 2021, en ligne. <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-30-hiver-2021/dossier-le-travail-en-temps-de-crises/article/les-dislocations-contemporaines-du-travail>

COMMUNICATIONS

Durand J.-P., « Que dit Marx à Uber ? », Conférence au Centre Andrée Chedid à Issy les Moulineaux, 24 mars 2022.

Durand J.-P., « Du flux tendu à l'homme nouveau », Séminaire du Laboratoire *Métaphysique allemande et philosophie pratique*, Université de Poitiers, 6 avril 2022.

Durand J.-P., « Retour sur *Le socialisme malade de la social-démocratie* de Mateo Alaluf », Journées *Penser politiquement le travail. Renouer avec un héritage refoulé*, Université de Lyon 2/LEST/CLERSÉ/MÉTICES, 7 et 8 avril 2022.

Glaymann D., « Les évolutions de la profession d'enseignant.e-chercheur.e : transformation ou déstabilisation ? », Séminaire du LIPHA, Université Paris Est Créteil, 19 mai 2022.

Glaymann D., « Quels liens entre la formation et l'insertion ? », Journée d'échange de la Fédération des acteurs de la solidarité « *Quels sont les impacts de la formation sur un parcours d'insertion ?* », Institut du travail social, Tours, 16 mai 2022.

Goussard L., Tiffon G., « Les usages politiques des savoirs scientifiques en santé au travail : ethnographie d'une recherche embarquée au sein d'un Comité d'Établissement (CE) », Journée d'étude « Actualité des recherches sur les sciences à l'université Paris-Saclay », UVSQ, 27 juin 2022.

Goussard L., Dessine T., « Les ateliers BD et sociologie. Enseigner la sociologie en faisant dessiner les étudiants », colloque Science en récit, Science en image, Angoulême, Cité Internationale de la BD et de l'Image, 17 juin 2022.

Goussard L., « Les paradoxes du consentement au travail dans l'ingénierie automobile », colloque Consentir ? Pourquoi, comment et à quoi ? Paris, ESCP Business School, 9 juin 2022.

Goussard L., « Matinale Sciences Dessinées : La fabrique des inégalités hommes/femmes au travail, Médiathèque départementale de Seine et Marne, 25 mars 2022.

Goussard L., Tiffon G., « Santé au travail : quelles stratégies de lutte ? », Séminaire « *Pratiques et pensées de l'émancipation* », MRSH, Caen, 4 février 2022.

Moualek J., « Pour une sociologie visuelle du politique. Pistes et conditions de possibilité », Congrès Association Française de Science Politique, Lille, 6 juillet 2022.

Moualek J., Présentation de l'ouvrage *Extinction de vote ?* (PUF, 2022), Séminaire du CEVIPOF, Paris, 22 mars 2022.

Tiffon G., « Organisations liquides et dislocations du travail des chercheurs », Conférence à Télécom Paris, Institut polytechnique de Paris, lundi 10 octobre 2022, Palaiseau.

Tiffon G., « Los costos de la reestructuración : perspectivas cruzadas sobre la privatización de la empresa pública de energía eléctrica y la recomposición del trabajo en el caso mexicano y en el caso francés », seminario de estudios críticos de la energía, Centro de investigaciones interdisciplinarias, Facultad de Filosofía, México, México, 26 mai 2022.

Tiffon G., « De la pénibilité mentale du travail. Le cas de cadres, chercheur·es dans l'industrie », Conférence Préventica, webinaire, 25 mars 2022.

Tiffon G., « Le travail disloqué », Séminaire LESCORES, Université de Clermont Auvergne, 7 mars 2022.

Tiffon G., « Panser le travail pour soigner les salarié·es. Le cas de cadres, chercheur·es dans l'industrie », Conférences éclairées d'EDF R&D, Saclay, 15 février 2022.

Tiffon G., « Santé au travail : quelles luttes syndicales pour quelle émancipation ? », Séminaire Pensées et pratiques d'émancipation, Université de Caen, 4 février 2022.

Tiffon G., « Le travail disloqué », Séminaire du RT 30 de l'AFS, CNAM, 20 janvier 2022.

Tiffon G., « Le travail disloqué », Séminaire « Travail, Emploi et politiques sociales » (TEPS), Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales, Université de Lorraine, 17 janvier 2022.

MEDIAS/VULGARISATION

Bachet D., « Comment dépasser le modèle de l'entreprise capitaliste ? », *Le Vent se Lève*, 9 janvier 2022. <https://lvsl.fr/comment-depasser-le-modele-de-lentreprise-capitaliste-entretien-avec-daniel-bachet/>

Goussard L., Tiffon G., « Une direction (ir)responsable ? Petit manuel de défiance managériale », *Chronique du procès en appel de France Télécom*, 1^{er} juin 2022, [en ligne. https://proceslombard.fr/petit-manuel-de-defiance-managieriale/](https://proceslombard.fr/petit-manuel-de-defiance-managieriale/)

Goussard L., « Travail. Des contraintes moins visibles que par le passé », *Le Monde*, dimanche 12 et lundi 13 juin 2020, n° 24084, p. 26-27. https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/10/lucie-goussard-des-contraintes-plus-douces-et-moins-visibles-que-par-le-passe_6129707_3232.html

Dupuy C., **Sarfati F.**, « Le cas de l'école 42 : faut-il former uniquement pour travailler ? », *Être et savoir*, émission en direct présentée par Louise Touret, France culture, le 9 mai 2022.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/etre-et-savoir/le-cas-de-l-ecole-42-faut-il-former-uniquement-pour-travailler-9373660>

Couronné J., **Sarfati F.**, Présentation du dossier « De dispositif en dispositif, d'institution en institution - Introduction du dossier », *Agora Débats/jeunes*, n°91, Association régionale des missions locales d'occitane, 30 juin 2022. file:///C:/Users/isabela.dossantospae/Downloads/AGORA_091_0054.pdf

Sarfati F., 2022, « Peut-on encore accompagner les jeunes vers l'autonomie », *conférence inaugurale de l'Assemblée générale de la mission locale Métropole sud*, Lille, 27 juin

Tiffon G., « Les dislocations contemporaines du travail », *conférence auprès des cadres de la CCAS des énergéticiens*, lundi 19 septembre 2022, Montreuil.

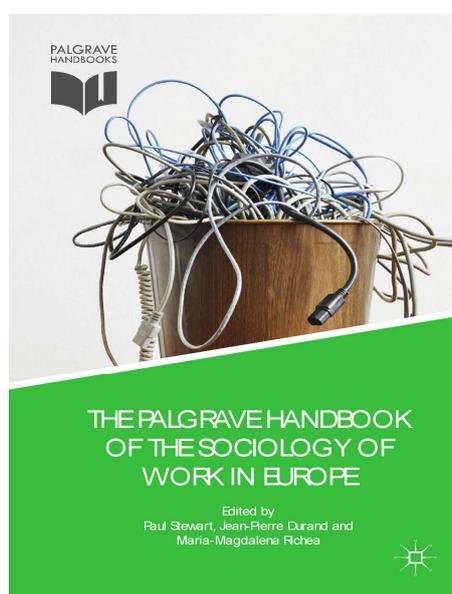
RECHERCHE

De la sociologie du travail en Europe

Steve Taylor, Université de Northumbria, Royaume-Uni

L'appétit pour les manuels, les « cahiers d'exercices » et les synthèses ne semble pas vouloir s'estomper, mais cette tendance croissante offre souvent des résultats mitigés en termes de qualité. Certaines offres ne parviennent pas à toucher d'autres centres d'intérêt et, à l'occasion, les coordinateurs semblent insérer leurs articles rassemblés dans une rationalisation post hoc. En d'autres occasions, nous avons l'occasion de goûter à quelque chose qui fait à peu près ce qu'il promet sur la couverture – et de temps en temps, nous tombons sur un ouvrage qui se distingue. Le récent ouvrage édité par Palgrave – Paul Stewart, Jean-Pierre Durand and Maria-Magdalena Richea (eds), *The Palgrave Handbook of the Sociology of Work in Europe*, London : Palgrave Macmillan, 2019, 440p. – offre vraiment quelque chose d'inédit. Les éditeurs ont développé un projet qui dessine les contours d'une *sociologie de la sociologie du travail*. L'objectif principal du manuel est de relier les phases de développement de la sociologie du travail (SdT) en Europe au caractère changeant de la société dans laquelle elle se développe depuis 1945. En se concentrant sur le développement de la sous-discipline dans 11 pays européens, dont traitent des anciens pays socialistes, le livre explore la relation entre l'État, la trajectoire socio-historique, y compris avec les économies politiques spécifiques, et leur relation avec la SdT dans un contexte comparatif. Cette réflexion comparative sur le mode de fonctionnement de la SdT, le rôle de l'État, l'interdisciplinarité, l'idéologie et l'influence des traditions d'autres

nations offre des perspectives fascinantes qui n'avaient pas été révélées auparavant - par exemple, le chapitre sur le Royaume-Uni est particulièrement remarquable pour son exploration de la nature hégémonique culturelle et sociale de l'idéologie dans la formation de la SdT. En outre, l'aspect idéologique souvent négligé de la place culturelle de la sociologie américaine dans la formation de la discipline, qui apparaît sans doute plus clairement en France, en Bulgarie et au Royaume-Uni, révèle des différences significatives en termes de forme, d'orientation et d'attitude par rapport au contexte britannique.



L'ouvrage constitue un nouveau départ pour les lecteurs et les manuels de cette sous-discipline en termes de format, de sophistication et d'ambition : il fournit un compte rendu sociologique comparatif du développement de la sous-discipline dans un certain nombre de pays européens, organisé autour de périodes distinctes. Les phases

examinées sont, à l'Ouest : 1945-75, la montée du fordisme, que nous comprenons largement comme la montée de l'État-providence social-démocrate ; de 1975 au milieu des années 1990, la fin du consensus d'après-guerre ; les années 1990 jusqu'à aujourd'hui, que l'équipe de chercheurs caractérise comme la montée du néolibéralisme. À l'Est : de 1945 à la fin des années 1980 et l'avènement du capitalisme néolibéral. Pour mener à bien cette tâche difficile, les éditeurs, Paul Stewart, Jean-Pierre Durand et Maria-Magdalena Richea, ont réuni une excellente équipe de chercheurs chevronnés et de jeunes chercheurs, dont la plupart ont participé au programme *Marie Curie Changing Employment*. Bien qu'il existe, comme le soulignent les éditeurs, un certain nombre d'excellents ouvrages sur la sociologie comparative du travail, ce nouveau texte se distingue en tentant de fournir une sociologie de la sociologie du travail dans un cadre conceptuel comparatif. Il s'agit d'un projet intéressant et convaincant. Il n'est pas exactement un manuel, mais il est fondamental et il arrive au bon moment. Bien que les coordinateurs évitent de critiquer les textes comparatifs internationaux existants, il est juste de dire que l'un des problèmes est que, pour la plupart, la comparaison va rarement au-delà du positionnement d'un certain nombre de textes décrivant comment la sociologie du travail est pratiquée dans divers pays. Bien que ces textes antérieurs aient de la valeur, il leur manque quelque chose car ils ne s'engagent pas sociologiquement et conceptuellement, en particulier en

cherchant et en essayant de donner un sens à la relation entre la sociologie du travail et les changements sociaux plus larges, à intégrer dans un contexte international. Ce que propose le manuel analysé ici : il s'agit là d'un programme remarquable et d'un énorme défi pour un livre qui aspire à être une synthèse (*a reader*) pour les nouveaux chercheurs et les chercheurs plus établis désireux de connaître le développement de leur domaine dans d'autres pays, tout en fournissant un cadre innovant pour interpréter la trajectoire de la sous-discipline. Ce faisant, les auteurs sont conscients de la tâche que leur ont confiée les coordinateurs. L'un des aspects les plus intéressants de l'ouvrage est la conclusion, une sorte de résumé collectif qui sert de point de référence final.

L'objectif de la comparaison n'est pas seulement de mettre en évidence les attributs extérieurs (la façon dont "ça se passe") du travail dans diverses sociétés capitalistes en Europe avec le travail dans les anciennes sociétés socialistes. L'intérêt principal est plutôt d'explorer la notion selon laquelle les changements sociétaux et les transformations macrosociales de l'économie politique ont un impact non seulement sur les faits sociaux que nous étudions, mais surtout sur les transformations du travail. Il s'agit d'un ouvrage qui veut explorer l'ontologie de la discipline elle-même, donc la sociologie de la SdT. Ainsi, le leitmotiv est la relation entre les phases déterminées du

changement social capitaliste d'après-guerre, ou les transformations post-capitalistes, et le raisonnement qui sous-tend les manières dont la SdT a été et continue d'être pratiquée. Cela signifie que, contrairement à une série d'excellentes œuvres transcontinentales incarnées, par exemple, par Cornfield et Hodson (2002), la couverture est dans une certaine mesure sacrifiée à l'accent mis sur l'exploration conceptuelle afin d'explorer le thème des relations entre la discipline, l'État et la société (trajectoire capitaliste à l'Ouest, reconstruction de l'État post-capitaliste à l'Est). À cet égard, la décision de se concentrer sur des exemples ou des types européens plutôt que sur de simples variations est logique, bien qu'il y ait, peut-être inévitablement, une certaine inégalité dans le traitement.

Les conclusions sont tout d'abord que le rôle de l'État et les intérêts sociaux dominants dans chaque société ont été et restent essentiels, bien qu'avec des différences évidentes entre l'Est et l'Ouest dans la période précédant la fin du socialisme. Si c'est manifestement le cas à l'Est (avec par exemple l'État omniprésent, comme dans les cas de la Roumanie et de la Bulgarie, et dans une certaine mesure de manière plus indirecte en Pologne), le rôle de l'État capitaliste en Europe occidentale a également été vital, comme le montrent les cas de la France, de l'Allemagne, de la Suède (le type de recherche entrepris, la

nature du soutien des recherches par l'État), du Royaume-Uni et, avec des différences, de l'Espagne de Franco. Le thème de l'implication américaine, qui était à la fois disciplinaire [en psychologie et en sociologie du travail] et politique, illustre l'importance de l'engagement interculturel et, bien que ce point ne soit pas nouveau, les coordinateurs et un certain nombre de chapitres montrent à quel point nous ne pouvons pas penser les rapports et les comparaisons internationaux sans reconnaître l'importance du social et du politique. Le rôle de la sociologie française en Espagne et en Italie, qui est important et identifié, aurait pu être davantage mis en avant. L'argument critique et central, cependant, est qu'il n'y a jamais eu de noyau sociologique unique et bien identifié de la sociologie du travail et que, par conséquent, la sous-discipline est fréquemment liée à d'autres domaines de la sociologie, tels que les migrations, les médias et les études culturelles, la criminologie et les études de genre. Il s'agit d'un ouvrage très novateur et stimulant qui explore de manière créative les contours de ce à quoi devrait ressembler une sociologie du travail.

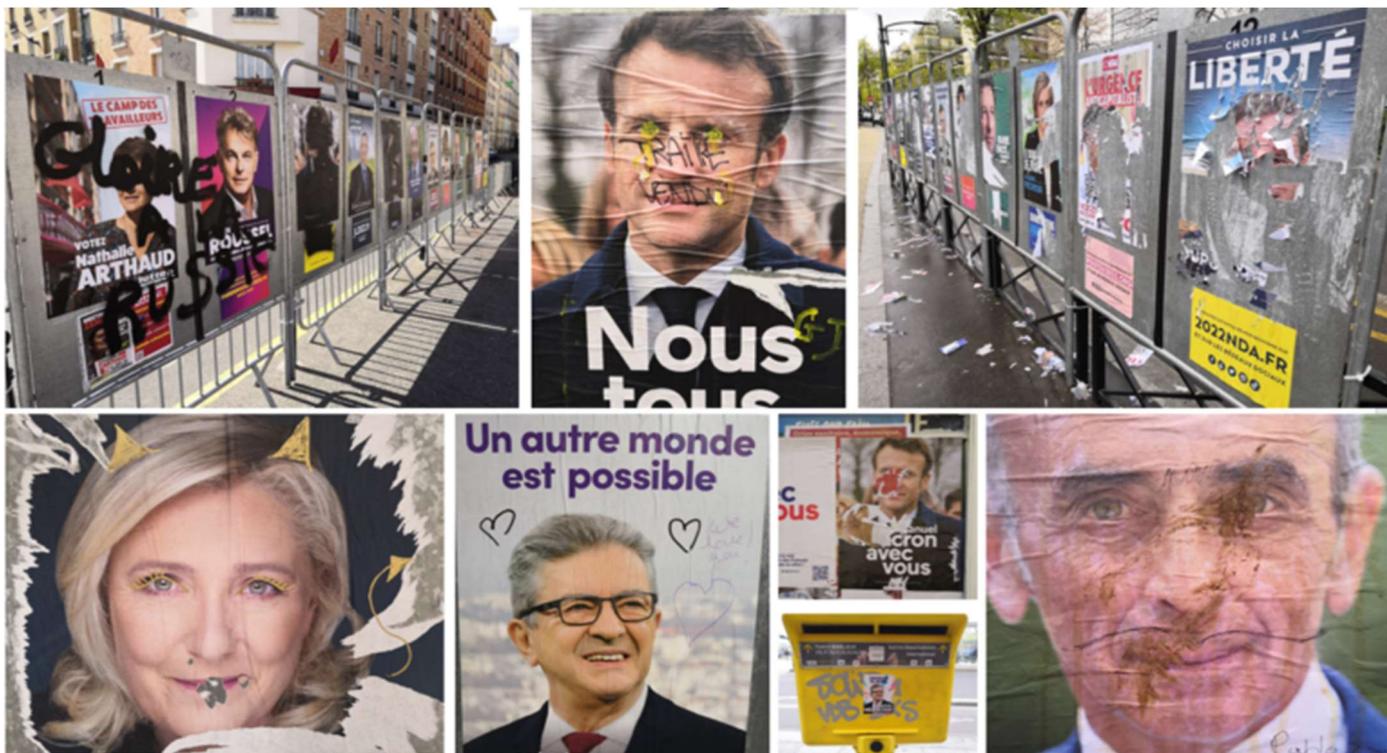
Références

Cornfield D. B., Hodson R. (2002), *Worlds of Work: Building an International Sociology of Work*, New York: Kluwer Academic/Plenum Publishers.

(CARNET DE) RECHERCHE

Visu'elec – Sociologie visuelle des élections

Jérémie Moualek, enseignant-chercheur au CPN, a ouvert en février 2022 un carnet de recherche dédié à l'étude visuelle des élections politiques



Enquête en cours sur l'« espace graphique de l'élection »

Hébergé sur la plate-forme *Hypothèses*, **Visu'elec** présente l'avancement des travaux de Jérémie Moualek avec les images (appareil photo/caméra) sur la dimension visuelle de l'acte électoral et, en particulier, l'enquête en cours sur l'« espace graphique de l'élection » dans la ville.

Depuis mi-janvier 2022, un travail de terrain est conduit dans la ville de Clichy-la-Garenne, commune des Hauts-de-Seine située au nord ouest de la petite couronne parisienne. A partir d'une exploration photographique, le but est d'observer la façon dont les élections (présidentielle/législatives) se traduisent par un ensemble de manifestations visuelles dans l'espace public. En étudiant cet « espace graphique de l'élection » dans la ville, il s'agit d'appréhender :

- Les usages militants/partisans de l'espace via les activités réalisées (tractages, collages, etc.), les types d'images diffusées (affiches, autocollants, tracts), les lieux privilégiés sur le territoire et la façon dont ce dernier devient alors un vrai enjeu de luttes politiques pour la (bonne) visibilité ;

- la « réception » de ces manifestations visuelles par les habitants (sens attribués aux images, réappropriation potentielle par la production de contre-images ou de « contre-écritures », etc.) ;

- la gestion institutionnelle de cet « espace graphique de l'élection » par la municipalité (contrôle des pratiques informelles, etc.) ;

- et, plus globalement, comment le fait électoral (les candidats, le vote, etc.) se donne à voir comme le moyen d'expression politique dominant car le plus légitime.

Sans aller jusqu'à publier un

véritable journal de terrain, le carnet est donc l'occasion de témoigner de cette enquête *en train de se faire* à partir de certaines observations et prises de notes visuelles.

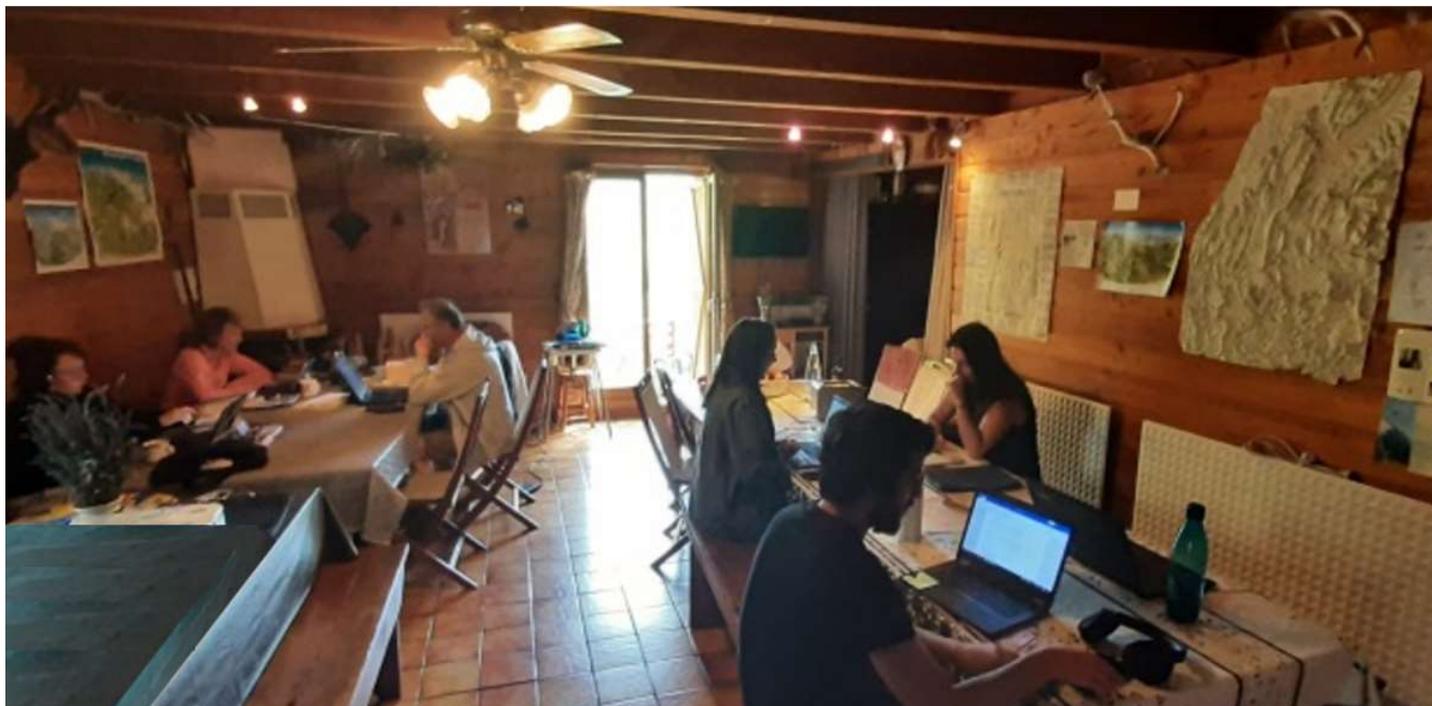
De la *sociologie visuelle* du politique à la *sociologie politique* du visuel

De plus, *Visu'elec* rend également compte des études de Jérémie Moualek sur les images : celles produites par le politique (professions de foi et affiches), les citoyens (tags/graffitis et bulletins nuls) ou les médias (photos ou dessins de presse). Enfin, l'objectif est de mettre en évidence des études photographiques/filmiques encore peu légitimées en sociologie politique, surtout en matière de sociologie électorale.

Le carnet de recherche est accessible à l'adresse suivante :

<https://visuelec.hypotheses.org>

DU CÔTÉ DES DOCTORANTS **Résidence d'écriture des doctorant.es**



Les doctorant·es du Centre Pierre Naville se sont réunies du 29 mai au 4 juin 2022 au cœur de la Drôme. Ce moment de convivialité dans un cadre serein a permis de souder le collectif, de consacrer un véritable réseau d'entraide et de créer des synergies nouvelles. Concrètement, de nombreux échanges et activités ont eu lieu.

Quatre ateliers ont permis de partager les expériences et les méthodes de chacune et de chacun des doctorant·es présentes. Ces échanges ont porté aussi bien sur le travail d'enquête en lui-même que sur celui de la rédaction.

Le premier atelier a eu lieu l'après-midi du mardi 31 et était consacré à la réalisation des entretiens, à leurs restitutions ainsi qu'à leurs analyses.

Précisément, il a permis de révéler la diversité des techniques et outils mobilisés, entre terrain qualitatif et quantitatif, entre Word et Excel.

La journée du mercredi a été l'occasion de dialoguer autour du processus de rédaction des articles à destination de revues scientifiques. L'expérience des doctorant·es en troisième année a pu être valorisée et a permis d'exprimer les attentes et les enjeux qui entourent les comités de lecture des revues. Ces retours ont aussi été très pertinents dans le cadre de l'atelier du jeudi, réservé à la construction et à la rédaction du plan de la thèse.

Alice Caudron a profité de ce séjour pour nous proposer une présentation passionnante du livre

de Nicolas Jounin, *Le caché de la Poste*.

En prévision des comités de suivi de thèses (CST), de nombreuses simulations et discussions ont ponctué le séjour afin de préparer au mieux cette échéance déterminante.

En parallèle, tout·es les membres du laboratoire se sont mobilisé·es afin d'élaborer un livret d'accueil à destination des nouvelles et nouveaux doctorant·es à venir.

Enfin, une randonnée au cœur du massif du Vercors a conclu, sous les meilleurs auspices, un séjour inoubliable, tant intellectuellement qu'humainement !

DU CÔTÉ DES DOCTORANTS
Résumés de deux projets de thèse

Des femmes atypiques ?
Analyse des carrières militantes syndicales féminines

Laetitia Munzadi Mangay
Sous la direction de Camille Dupuy et François Sarfati

Ma thèse porte sur les carrières militantes atypiques des femmes engagées dans le syndicalisme. À l'origine de cette étude se trouve le constat d'une sous-représentation des femmes dans le syndicalisme. L'objectif de cette thèse est donc de parvenir à comprendre comment, dans un espace aussi controversé et inégalitaire que le syndicalisme (Dunézat, 2006), les femmes parviennent à acquérir, se maintenir et cumuler des mandats.

Je propose ainsi d'analyser une dimension du militantisme syndical des femmes jusque-là peu explorée dans la littérature. Dans cette visée, je réaliserai une enquête longitudinale sur les carrières militantes des femmes qui exercent un ou des mandats syndicaux. Cette démarche me permettra de comprendre les ressorts qui rendent possible le militantisme syndical des femmes face aux déterminismes classiques. Des travaux montrent ainsi qu'il est difficile pour des femmes de militer ou d'accéder à des responsabilités syndicales pendant leur carrière compte tenu de la difficulté de s'adapter au modèle masculin et du temps requis pour exercer des mandats (Le Quentrec, 2009).

Le militantisme syndical comme action de conscience politique suscite des interrogations. L'une des questions qui se pose est : que représente le fait syndical à l'heure actuelle ? Ce questionnement part du constat selon lequel, nous

assistons à un affaiblissement progressif des syndicats en termes de pouvoir mais aussi d'adhésion. Le syndicalisme perd des adhérent.es et des militant.es qui pourtant lui conféraient auparavant « son enracinement social et toute sa légitimité » (Andolfatto & Labbé, 2011).

Face à la sous-représentation des femmes dans le syndicalisme et au phénomène de désyndicalisation qui s'observe, comment les femmes parviennent-elles à se maintenir, à cumuler des mandats et à construire des carrières syndicales ? Pour réaliser une analyse sociologique des carrières militantes syndicales, je m'appuierai sur la sociologie politique du syndicalisme pour aller au-delà du cadre institutionnel des organisations syndicales et construire des idéaux types à partir des parcours individuels. Ceci permettra de comprendre comment les militantes s'approprient l'exercice d'un mandat syndical en une cause spécifique à défendre. Mon mémoire de master m'a permis de proposer un modèle particulier de militantisme qui suppose que les carrières syndicales se construisent de façon spécifique, mais également en fonction de diverses configurations sociales (Elias, 1991). C'est ainsi que je propose dans ma thèse d'enquêter sur les militantes issues de trois secteurs féminisés : le nettoyage, les banques et la santé. Ces secteurs font partie des domaines qui contribuent le plus à

l'indice de ségrégation professionnel d'après l'Enquête conditions de travail de la Dares 2019. Du point de vue méthodologique, j'ai choisi la méthode qualitative centrée sur 80 entretiens que j'effectuerai en deux phases dans trois entreprises franciliennes.

Puisque les carrières s'observent dans le temps, il m'est absolument nécessaire de retourner à nouveau vers les mêmes militantes pour observer les possibles variations dans leurs carrières syndicales et professionnelles au bout de deux ans. Les entretiens me semblent adaptés compte tenu du fait que je pourrai échanger avec les militantes syndicalistes sur les raisons, les motivations de leur engagement, ainsi que sur leur expérience de vie personnelle.

Les deux premières années de ma thèse seront consacrées au terrain et la dernière à la rédaction. Je tiens à cœur de présenter et de discuter des résultats intermédiaires de ma recherche. À l'issue de ma première phase d'entretiens, je prévois ainsi de présenter mes premiers résultats au séminaire doctoral du Centre Pierre Naville. Et à l'issue de ma deuxième année, je procéderai à une présentation de mes résultats intermédiaires aux journées internationales de sociologie du travail, qui en 2024, auront lieu à l'université d'Évry Paris-Saclay.

Aux marges de l'emploi et du travail

Mise au travail et engagement dans les dispositifs d'insertion et de volontariat des 16 – 25 ans Une analyse comparative des Épide et du CES

Salomé Bouché

Sous la direction de Guillaume Tiffon et Réjane Vallée

Ce projet de recherche vise à saisir les mécanismes ambivalents de mise au travail et d'engagement d'une population de moins de 25 ans, primo-entrante sur le marché de l'emploi ou en formation. Il trouve son point de départ dans une série de paradoxes. Depuis les années 1980, les pouvoirs publics déploient une multitude d'activités et de statuts d'insertion pour lutter contre l'extension du chômage des jeunes (Mauger, 2001). Ces activités sont pourtant partiellement constituées de tâches parallèlement effectuées par une population en emploi. Le discours autour de ces dispositifs mobilise l'idée d'activités émancipées au service d'un destinataire volontaire. Pourtant, celles-ci s'inscrivent parfois au sein d'une hiérarchie propre au monde du travail. Elles peuvent être « prescrites » au sein de dispositifs contraignants mais également constituer une porte de sortie au salariat déqualifié.

Ces problématiques sont aujourd'hui particulièrement prégnantes. Le développement du Contrat d'Engagement Jeune venant remplacer et étendre la Garantie Jeune, les questionnements autour

du développement d'un RSA « jeune » ou d'un conditionnement des aides sociales à l'activité interrogent la fabrique d'un parcours vers l'emploi en tension entre activité et travail. Quels sont les mécanismes de socialisation vers le travail d'une jeunesse en difficulté sur le marché de l'emploi ? Comment s'articulent les activités réalisées au sein des dispositifs avec de premières expériences professionnelles ? Comment les destinataires s'approprient-ils ces expériences en tension entre activité pour soi et travail hiérarchique ? Au sein de quelle économie morale du travail, ce rapport paradoxal à l'emploi, au projet professionnel et au chômage s'ancre-t-il ? Nous visons, *in fine*, à questionner l'opposition entre travail contraint et travail libre par l'étude de rapports à l'activité d'une population destinataire des politiques publiques d'insertion et de volontariat, « au-delà ou en deçà de l'emploi » (Castel, 2011). Nous nous demandons finalement comment les politiques d'activation et de volontariat à destination de la jeunesse mettent-elles en tension une activité libre au service de soi et les marges d'un travail proche du sous-emploi ?

Ces questionnements nous imposent d'aborder un terrain de recherche traditionnellement étudié *via* la sociologie des politiques publiques depuis la sociologie du travail. Nous visons à comparer deux dispositifs d'insertion et de volontariat, chacun proposant de différentes manières une expérience en milieu professionnel, dans des entreprises locales dans le cas des Établissements pour l'insertion dans l'emploi ou dans le cadre d'un volontariat dans un pays étranger pour le Corps Européen de Solidarité. Cette comparaison permettra de mettre en exergue les différences de classe au sein de jeunesse unifiées dans des expériences similaires mais différentes en termes d'insertion sur le marché du travail. Nous mobiliserons les méthodes de la sociologie filmique (Sebag & Durand, 2020) pour mettre en exergue et penser les gestes et expériences liés à l'activité, les rapports spécifiques noués en leur sein et les différences sociales des jeunesse destinataires de ces dispositifs.

Le parcours des étudiants étrangers au sein des universités françaises Enquête auprès d'étudiants de licence et de master dans une université du Sud Francilien

Melvin Nal, Julio Ngub'Usim et Moustapha Zoure
Sous la direction de Mélanie Guyonvarch

Nous avons consacré notre enquête à l'étude des motivations qui conduisent les étudiants étrangers, issus de disciplines variées (économie, sociologie, biologie, droit) à poursuivre leurs études en France, en l'occurrence à l'université d'Évry Paris-Saclay. Nous avons porté notre attention sur les différentes formes de socialisation qu'ils peuvent rencontrer, en privilégiant une analyse de trajectoires afin de les suivre une fois arrivés en France, et de saisir les manières dont ils s'insèrent dans leur nouveau milieu social et s'approprient un espace inédit entre pays d'origine et pays d'arrivée. Nous avons effectué 11 entretiens auprès d'étudiants étrangers ; un entretien avec l'assistante sociale du Crous de l'université d'Évry Paris-Saclay ; et un entretien avec le responsable d'une agence d'accompagnement d'étudiants étrangers en France ("Waders School").

Notre enquête permet de mettre en perspective la réalité vécue au quotidien par ces étudiants, d'une part, et le programme d'accueil des étudiants internationaux « Bienvenue en France », d'autre part. Ce dernier a été lancé le 19 novembre 2018 par le Premier ministre Edouard Philippe, et se présente comme une stratégie d'attractivité qui a pour objectif d'accueillir plus d'étudiants étrangers dans les universités françaises d'ici 2027. Nos entretiens témoignent des raisons pour lesquelles ils décident

de poursuivre leurs études en France. D'abord, la majorité des étudiants interviewés ont évoqué les conditions d'études dans leurs pays d'origine : effectifs élevés, manque de matériels... Ils ont aussi souligné la possible dévalorisation de leurs diplômes à l'échelle internationale. Selon eux, le fait d'étudier en France constitue un avantage, qui leur permettra de se démarquer des étudiants restés dans leurs pays d'origine. De plus, certains viennent étudier en France afin de pouvoir financer leur vie personnelle et scolaire par un emploi étudiant et d'accéder ainsi à une certaine indépendance par rapport à leurs parents. Mais une fois en France, ces étudiants rencontrent des obstacles importants en matière de logement. Les logements universitaires étant octroyés principalement aux étudiants boursiers, ils leur sont difficiles d'accès puisqu'ils ne peuvent justifier d'une présence sur le territoire d'au moins deux ans. En outre, ils doivent justifier d'une tutelle qui leur servira de garant. De fait, il leur faut donc bien souvent se tourner vers des logements privés. Pour beaucoup, néanmoins, ces démarches n'aboutissent pas ou sont bien au-dessus de leurs moyens, ce qui les contraint à dormir chez des connaissances (famille, amis), à l'hôtel et, parfois même, dans des gares ou des trains. Parmi les 11 étudiants interviewés, 10 ont connu cette situation dans les semaines qui ont suivi leur arrivée en France. L'entretien avec l'assistante sociale du Crous d'Évry a permis de revenir

sur les problèmes rencontrés par les étudiants étrangers pendant leurs études supérieures. Elle a néanmoins évoqué sa relative impuissance face aux aides qu'elle peut leur apporter, que ce soit au niveau financier (sur critère de revenus ; achat d'ordinateurs et de connexion internet) ou en termes d'accès à un logement peu éloigné de leurs lieux d'études.

La plupart du temps, les étudiants étrangers financent leurs études en France grâce à l'aide financière de leurs parents ou de leurs proches. Mais ils doivent la compléter par un emploi en moyenne de 25 heures par semaine. Ce faisant, ils rencontrent souvent des difficultés pour concilier leurs études et leur emploi étudiant. Certains n'arrivent pas à trouver du temps pour leurs révisions, d'autres tentent tant bien que mal de suivre les cours. D'autant que certains d'entre eux (4 sur 11) ont des jobs de nuit. A cela s'ajoute les problèmes d'intégration à l'université. Presque tous les interviewés déclarent avoir du mal à se rapprocher des autres étudiants. Ils se sentent marginalisés des différents cercles sociaux. Cela engendre chez eux le sentiment de former un groupe à part constitué d'étudiants qui subissent cette même réalité. Nous parlons ici d'une forme d'entre soi qui leur permet de faire face ensemble à ce qu'ils considèrent comme une violence symbolique. Ils ont en effet envie de trouver des camarades et des amis qui partagent ou qui ont vécu les mêmes événements qu'eux.

Certains organismes, tels Campus France ou "Waders School", accompagnent les étudiants internationaux dans leurs études. Mais cet accompagnement, notamment dans ce dernier cas, a un coût que ne peuvent supporter la plupart des étudiants rencontrés au cours de cette enquête. Enfin, certains étudiants ne savent pas s'ils vont rester en France ou

revenir dans leurs pays d'origine après l'obtention de leurs diplômes. La plupart d'entre eux disent ne pas savoir, mais comptent acquérir une certaine expérience dans leur domaine d'études, avant de rentrer, éventuellement, dans leur pays d'origine.

En somme, notre enquête montre que, malgré les différents dispositifs mis en place pour les aider, les

étudiants étrangers ressentent une mise à l'écart, autant par l'institution académique dans laquelle ils étudient que par les étudiants qui la composent.

À l'Hôpital comme à l'usine Travail infirmier et nouveau management public

Delavenne Cédric et Munné Paul
Sous la direction de Sébastien Petit

La crise du COVID19 a mis au jour la fragilité du système hospitalier français, transformé depuis les années 1980 par une succession de réformes visant à instaurer à l'hôpital public et privé non-lucratif un mode de gouvernance inspiré du secteur lucratif. Constatant l'hostilité d'une partie des soignant.e.s à l'égard de cet « hôpital-entreprise », nous avons souhaité savoir dans quelle mesure les logiques de ce « Nouveau Management Public » (NMP), décrites notamment par Nicolas Belorgey, entrent en contradiction avec la professionnalité des infirmières. Nous avons réalisé une douzaine d'entretiens avec des infirmières du secteur public et privé non-lucratif, qui travaillent dans plusieurs régions de France. Cela nous a permis d'identifier plusieurs sources de tension. En règle générale, *l'éthos* professionnel agit comme une pression morale qui pousse à accepter les injonctions de l'organisation, pour ne pas « laisser les patients à eux-mêmes ». L'éthos

est alors retourné contre lui-même, puisqu'il permet la perpétuation de situations dans lesquelles la qualité du soin est dégradée. L'impact des rationalisations budgétaires est ressenti au travers d'équipements vieillissants et de situations de sous-effectifs. Les forts taux d'absentéisme qui découlent de la pénibilité accrue du travail sont compensés par les demandes des cadres de remplacements de dernière minute, ce qui plonge les infirmières en repos dans une situation de précarité subjective. Cette situation a été encore accentuée durant la crise du COVID19. À des fins juridiques et managériales, on assiste aussi à la multiplication des tâches administratives confiées aux infirmières, tâches qui consistent à tracer et quantifier leur propre activité. Celles-ci sont vécues comme envahissantes et aliénantes, parce qu'elles sont déconnectées de ce qui constitue le cœur du métier : le soin et la relation aux patients. Dans plusieurs cas, « l'administratif »

est délégué aux infirmières à la suite de restructurations et de suppressions de postes spécialisés. Au sein de l'organisation hospitalière régie par le NMP, la délimitation du rôle des infirmières semble donc devenir de plus en plus floue. Certaines soignantes en appellent au renforcement des structures hiérarchiques, pour ne plus subir une autonomie contrainte, tandis que d'autres vivent la situation comme un déclassement. À la suite des travaux de G. Tiffon portant sur l'organisation liquide, nous voyons dans ces transformations la prévalence croissante des logiques du travail abstrait : la face comptable du travail en entreprise l'emporte sur le travail concret, autrement dit en balaie les aspects proprement humains. Ainsi, le Nouveau Management Public, en reléguant à l'arrière-plan le travail concret et la professionnalité qu'elle implique, aliène le travail infirmier.

VIE DE PARIS SACLAY

Compte rendu Journée d'étude de la Graduate School SSP de Paris-Saclay

Fabrice Colomb, Gaëtan Flocco et Mélanie Guyonvarch

Lundi 27 juin 2022 ont eu lieu les premières rencontres de l'Atelier d'Études sur les Sciences de Saclay (ATESSA) portant sur l'actualité des recherches sur les sciences à l'Université Paris-Saclay. Ces rencontres regroupent des membres de cinq laboratoires de Sciences Humaines et Sociales de l'Université Paris-Saclay : Printemps (UVSQ) ; CPN (UEVE) ; IDHES (ENS Cachan) ; SADAPT (AgroParisTech/INRAE) ; CEARC (UVSQ).

Les huit interventions de la journée furent structurées en trois grandes sessions (« santé, travail et science » ; « innovations et nouvelles politiques scientifiques » ; « discours et instruments dans la production des savoirs scientifiques »). Ces dernières nous ont permis d'aborder des objets très variés (le harcèlement moral, la santé au travail, les pervers narcissiques, l'innovation, les mouvements sociaux de chercheurs, l'ingénierie écologique, la bioéthique, le « capitalisme vert »), étudiés dans des cadres théoriques multiples, et recouvrant d'importants enjeux politiques. Il fut question des maux du travail, de la

marchandisation du corps, de la catastrophe écologique, des évolutions dans le monde de la recherche et de ses contestations, ainsi que de la question de la conservation.



D'abord, nombreuses furent les interventions qui ont souligné l'important travail de catégorisation, d'émergences des concepts et de leur diffusion aux arènes politiques, judiciaires et savantes (notamment Laurent Willemez, Marc Joly et Sébastien Walcsyszyn). Ensuite, des réflexions ont porté sur les manières d'étudier le travail

scientifique lui-même, ou les mobilisations au sein du monde scientifique (Lucie Goussard & Guillaume Tiffon, Cynthia Colmellere, Clémentine Gozlan). Enfin, les présentations et discussions ont porté sur les politiques scientifiques qui mettent en musique ces nouveaux savoirs (Samir Beddredine, Fabrice Colomb).

L'intervention d'Hélène Tordjman a clôturé la journée en ouvrant d'immenses champs de réflexions. Elle a notamment montré, à travers la présentation de son ouvrage *La croissance verte contre la nature* (La Découverte, 2021), que « le capitalisme industriel marche sur ses deux pieds, que sont le marché et la technique ». Puis, elle a relevé le paradoxe selon lequel les solutions aujourd'hui proposées pour affronter la catastrophe écologique en cours reposent sur un surcroît de marché et de technique, accélérant d'autant une trajectoire économique et technologique mortifère.

Nous reprendrons les discussions prochainement pour savoir si les Secondes Rencontres ATESSA sont prévues en 2023...

PRESENTATION D'OUVRAGES

Jean-Pierre Durand
Le vin d'Épineuil
Renaissance d'un vignoble bourguignon

Éditions Raison et Passions, 2022, 176 pages

En 1960 le vignoble d'Épineuil ne couvrait plus qu'une dizaine d'hectares, remplacé par des céréales ou des friches. Sa renaissance est le fruit des efforts soutenus d'André Durand, instituteur, puis maire pendant vingt-cinq ans. Mais sans le soutien des autorités agricoles de l'Yonne et surtout, de l'engagement de celles et ceux qui ont petit à petit préparé la terre puis replanté le Pinot et le Chardonnay, cette aventure n'aurait pu se réaliser.

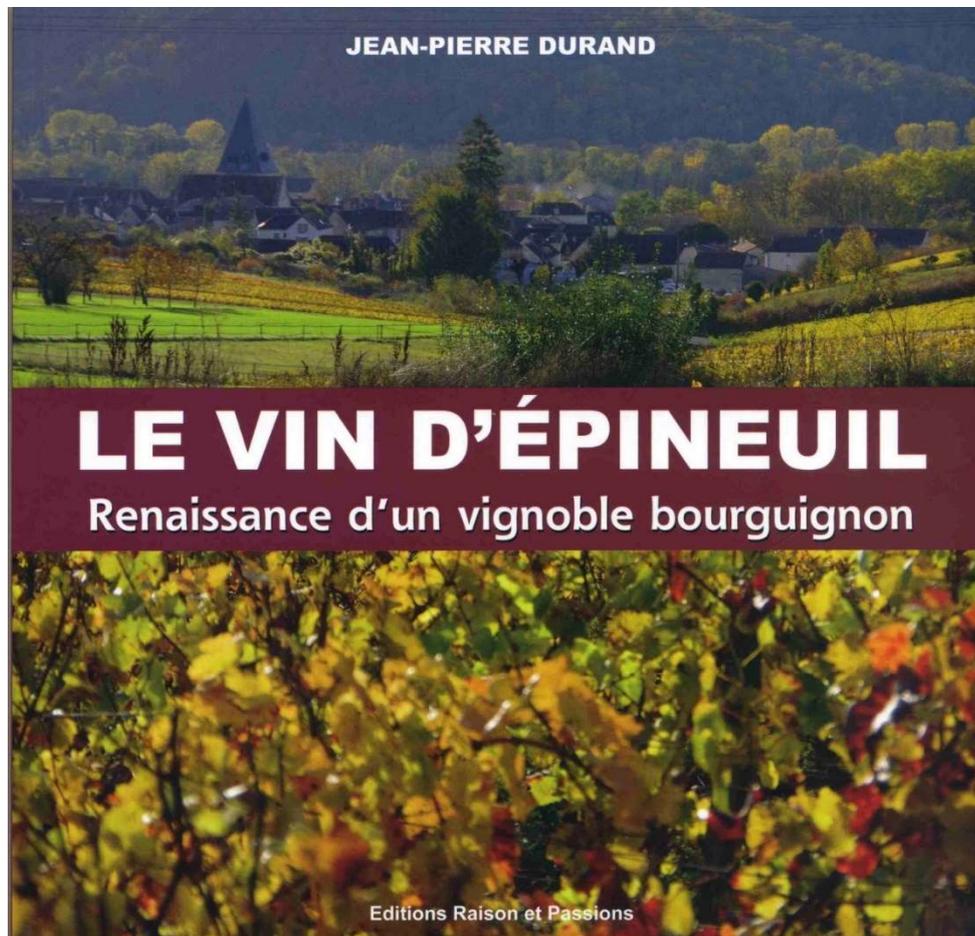
Aujourd'hui le vin d'Épineuil a retrouvé sa place en Bourgogne et il

est à nouveau apprécié tant en France qu'à l'étranger.

C'est cette histoire que raconte ce livre :

- La naissance du vignoble au XI^e siècle.
- Sa presque disparition sous les coups du phylloxera, de la guerre de 14-18 qui voit disparaître dans les tranchées nombre de vigneron, de l'exode rural et de conditions économiques difficiles.

- Puis la formidable aventure de sa renaissance.
- Enfin, aujourd'hui, le travail d'extension du vignoble réalisé par les vigneron-viticulteurs et de montée en gamme des vins, sans méconnaître les changements nécessaires pour faire face aux défis climatiques et environnementaux, en particulier, pour certains, par une conversion au « bio ».



PRESENTATION D'OUVRAGES

Sous la direction de Béatrice Muller et Valérie Wolff

Accueil et accompagnements d'étrangers primo-arrivants

Les coulisses des processus d'intégration,

Champ Social Editions, 2022, 191 pages

Cet ouvrage relate des parcours de migrants en situation régulière sur sept territoires. Il fait suite à une étude entreprise pendant quatre ans par les chercheurs des écoles de formations en travail social et des universitaires dans le cadre du GIS ReacTIFs « groupement d'intérêt scientifique - Recherche action Travail, Inclusion, Formations sociales ».

Les étrangers primo-arrivants admis à séjourner légalement et durablement en France sont signataires du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR). Arrivés à la suite d'une demande d'asile, dans le cadre d'un regroupement familial ou dans d'autres circonstances, les signataires du CIR entament un parcours personnalisé d'intégration. Au cours de cette période ponctuée de formations, ils sont accueillis et accompagnés par de nombreux professionnels de l'action sociale concourant à leur installation en France. Mais la multiplicité des dispositifs existants et la diversité des acteurs (institutionnels et associatifs) entravent la lisibilité et la fluidité des parcours d'accueil et d'accompagnement.

Au carrefour de la distinction entre les « politiques d'intégration » et le « fait sociologique d'intégration » (Schnapper, 2009), cet ouvrage propose de développer la réflexion et de valoriser les connaissances relatives à l'accueil et à l'accompagnement des étrangers signataires du CIR par les professionnels de l'action sociale et médico-sociale. Les expérimentations sur chacun des territoires permettent d'éclairer les appartenances culturelles, les difficultés rencontrées, voire les qualités requises ou souhaitées dans la relation d'aide et dans les pratiques d'accueil et d'accompagnement. Quatre dimensions sont abordées dans cet ouvrage :

- Le décalage entre les objectifs politiques et la réalité sur les territoires
- La question des frontières et de leurs franchissements
- La question du sens et le manque d'une dimension interculturelle
- Les effets du niveau supranational sur une politique d'intégration nationale



L'autre travail éducatif

La Nouvelle Revue du Travail, N°20, 2022

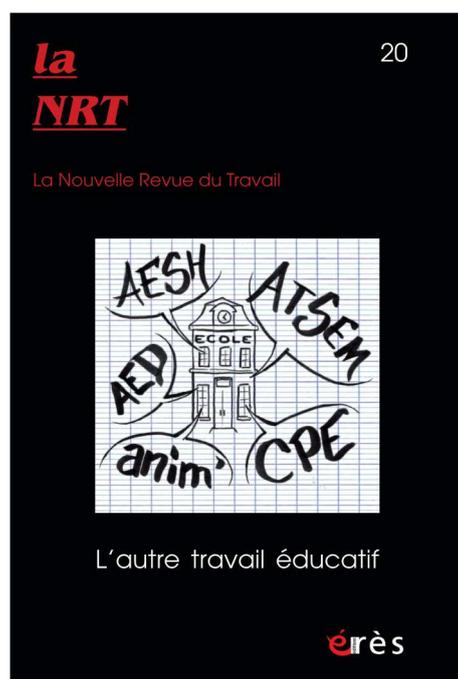
Que seraient l'école primaire, le collège ou le lycée sans les personnels non-enseignants ? Quelles sont leurs conditions de travail, leur place dans les établissements, les rapports qu'ils entretiennent avec les enseignants ? D'où viennent-ils, quels sont leurs trajectoires sociales et professionnelles, les contenus de leur travail, etc. ? C'est à l'ensemble de ces questions que répond le *Corpus* de ce n° 20 de *La Nouvelle Revue du Travail*. Une thématique plutôt sous-estimée en sociologie du travail.

Tous les métiers ne pouvaient être observés et analysés en un seul numéro : les six articles traitent des conseiller.es principaux d'éducation, des animatrices et des animateurs municipaux, des assistant.es d'éducation, des accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH) et des agents territoriaux spécialisé.es des écoles maternelles (ATSEM). Ce *Corpus* souligne l'hétérogénéité de la catégorie des personnels non-enseignants (avec la prégnance numérique des femmes) et la division du travail entre ceux-ci et les enseignants, faite de coopération, de tensions et quelquefois de conflits individuels, voire de tensions entre groupes. Mais ce qui apparaît aujourd'hui caractériser leur situation réside dans une sorte d'invisibilité de leur travail ou de leur fonction, ce qui ne participe guère à un épanouissement dans l'exercice du métier...

Dans la rubrique *Varia*, le premier article analyse le travail dans les tiers-lieux (espaces de co-working, espaces partagés, ...) pour montrer en quoi leur usage dépend à la fois des caractéristiques professionnelles ou biographiques des travailleurs, et des ressources offertes par ces lieux. Le second article s'intéresse aux sociologues allemands face aux lois Hartz qui bouleversent la protection sociale et le traitement du chômage ; le doute s'installe quant à la performance sociale du modèle allemand.

La rubrique *Controverse* propose la retranscription de la table ronde de janvier 2022 à la MSH Paris-Saclay qui rassemblait les auteur.es du numéro 19 « Au-delà des frontières, sept sociologies du travail ». Les questions posées étant différentes des objets des articles déjà publiés, cette table ronde, largement suivie à l'étranger en visio-conférence, innove en s'interrogeant par exemple sur une comparaison des conditions de travail des sociologues et du mode de financement de leurs recherches. On y parle aussi des influences réciproques des sociologies du travail à l'échelle mondiale.

Champs et contre-champs s'intéresse aux ouvriers et ouvrières de la logistique, à partir de leurs trajectoires sociales et « d'itinéraires photographiques ». Avec les auteurs d'un ouvrage et d'une exposition photographique. Dans *Matériaux et Méthodes*, un maître de conférences expose les transformations du métier d'enseignant avec l'utilisation intensive de la visioconférence. Ses réponses ne sont pas aussi simples qu'attendues et interrogent le futur de ce métier. Enfin, une vingtaine de *Recensions et Notes de lecture* viennent clore ce numéro pour rendre compte des idées et des prises de positions de spécialistes du travail.



A LIRE

Mathieu Aron et Caroline Michel-Aguirre

Les infiltrés. Comment les cabinets de conseil ont pris le contrôle de l'État

Allary éditions, 2022

et

Victor Castanet

Les fossoyeurs. Révélation sur le système qui maltraite nos aînés

Fayard, 2022

Ces deux ouvrages relatent deux enquêtes très fouillées (exemples d'un formidable journalisme d'investigation) et très complémentaires sur les méfaits de la marchandisation de l'action publique et de la financiarisation qui caractérisent le néolibéralisme à la française.

Les infiltrés montrent ce que produit l'application de plus en plus zélée de la « fongibilité asymétrique », un principe comptable adopté par la LOLF, la Loi organique relative aux lois de finance votée à la quasi-unanimité du Parlement en 2001. Ce principe autorise l'usage de fonds publics à des dépenses qui n'ont pas été prévues à l'exclusion du financement d'emplois publics. C'est ainsi que les gouvernements successifs sous les présidences de Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron, avec une augmentation notoire durant le dernier quinquennat, ont usé et abusé de la commande de rapports à des cabinets de consulting, notamment Mc Kinsey dont a récemment appris qu'adepte de « l'optimisation fiscale », il ne payait qu'un impôt ridicule sur les bénéficiaires alors même que différents ministères lui avaient versé des sommes très substantielles. Au-delà de l'obsession de limiter l'emploi public, le recours à ces cabinets s'explique aussi par la forte « endogamie de la classe dirigeante » et les liens étroits entre la haute

administration publique (qui passe commande) et les consultants (qui facturent) : ces deux personnels sont issus des mêmes écoles (et des mêmes catégories sociales et pratiquent couramment des allers-retours entre le public et le privé. Conséquences de cette inflation de l'externalisation vers les cabinets privés : des dépenses de plus en plus importantes (pas forcément moins coûteuses que le recours à des emplois publics), des pertes de qualification au sein des ministères (de la Santé à l'Éducation nationale, des Armées à la Justice et l'Intérieur, de l'Économie à l'Écologie, aucun n'y échappe) et, plus grave, des pilotages stratégiques justifiés par de soi-disant expertises qui, très souvent, servent à légitimer des choix déjà entérinés. Encore, ne voit-on pas ce même mécanisme à l'échelle d'établissements publics autonomes (hôpitaux ou universités par exemple).

Le livre *Les fossoyeurs* met en lumière les dérives d'un acteur privé, le groupe Orpéa qui est le leader mondial des Ehpad (établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes) et cliniques privées. Il montre aussi les renoncements de l'État d'une part à couvrir sérieusement les besoins de prise en charge des personnes âgées dépendantes et d'autre part à contrôler et réguler l'offre privée en la matière. Basé sur de très

nombreux témoignages, le livre montre dans le détail comment Orpéa organise tout pour rentabiliser au maximum l'hébergement des seniors : notamment la limitation du nombre de biscottes servies au petit-déjeuner, de la taille et du nombre des protections urinaires, du nombre de mètres carrés par résident disponibles dans les chambres comme dans les espaces communs et bien sûr du nombre d'aides-soignants et de personnel d'entretien. L'enquête donne aussi à voir la pression exercée sur les directeurs et directeurs-adjoints d'établissement sommés d'appliquer ces règles de gestion drastiques, en échange de quoi les « bons » éléments se voient attribuées d'importantes primes et l'invitation à de somptueuses croisières alors que les licenciements attendent celles et ceux qui se montrent réfractaires, fût-ce au nom de leur éthique professionnelle. De leur côté, l'État et les Agences régionales de santé (qui financent les dépenses de santé mais pas les dépenses hôtelières) se contentent en règle générale de distribuer l'argent en n'exerçant quasiment aucun contrôle, y compris sur l'utilisation de l'argent public, ce qui permettrait par exemple à Orpéa d'engranger les ristournes de fin d'année qu'il impose à ses fournisseurs, y

compris de matériels de santé, ce qui s'apparente à du détournement de fonds publics venant s'ajouter à la spoliation de l'épargne des personnes âgées et de leurs proches compte tenu des tarifs d'hébergement pratiqués.

Chacun de ces deux ouvrages a le mérite de dévoiler des pratiques scandaleuses et, pour le second, a conduit à l'ouverture d'une instruction judiciaire. En revanche, ils n'ont guère eu d'impact sur les choix politiques et économiques

gouvernementaux qui en sont à l'origine. Leur lecture est instructive pour illustrer la nature de l'État néolibéral.

Dominique Glaymann
Enseignant-chercheur au CPN
Université d'Évry Paris-Saclay

Céline Lafontaine

Bio-objets. Les nouvelles frontières du vivant

Seuil, La « Couleur des idées », 2021, 333 pages

Céline Lafontaine
BIO-OBJETS
Les nouvelles frontières du vivant



LA COULEUR DES IDÉES
SEUIL

Cet ouvrage est le dernier d'une série analysant les différentes facettes de la marchandisation du vivant par les nouvelles technologies. L'auteure part du constat que de nouvelles formes de vie éclosent chaque jour dans les laboratoires du monde globalisé, avec la mise en culture de gamètes, d'embryons, de cellules souches, de virus, de lignées cellulaires, d'OGM, de bactéries de

synthèse. À mi-chemin entre le biologique et l'artificiel, ces bio-objets s'inscrivent dans la continuité des technologies *in vitro* visant à cultiver des tissus et des cellules destinés à être congelés, modifiés, transplantés, transportés ou échangés. En quoi leur production croissante transforme-t-elle notre rapport au vivant et au corps ? L'auteure reprend ses enquêtes précédentes et y adjoint une étude récente menée auprès de chercheurs en bio-impression, « ayant recours à une imprimante 3D pour la fabrication de tissus et d'organes » (p. 193). Elle interroge leurs imaginaires scientifiques, leurs pratiques et leurs espoirs mirobolants. Elle étudie les ressorts épistémologiques, industriels et éthiques de cette « économie de la promesse ». Son analyse invite à réfléchir au sens et à la consistance de la vie au temps de l'Anthropocène, à une époque où les frontières entre vivants et non-vivants volent en éclat, et où la matière biologique est transformée en produit biotechnologique. En

questionnant en profondeur les contradictions identitaires créées par la marchandisation de la vie, Céline Lafontaine relie clairement ces bio-objets à l'histoire du capitalisme, notamment *via* l'élevage industriel. La réflexion menée souligne finalement la fragilité de notre puissance, construite sur « l'illusion du contrôle technoscientifique et de la croissance illimitée » (p. 11), pourtant ébranlée fin 2019 par l'éruption d'un virus, immobilisant durant des mois « les plus grandes puissances de la planète ». À une époque marquée par la banalisation de la mise en culture de la vie biologique, l'auteure contribue à déconstruire ce mouvement, nourrissant la réflexion sur les profondes transformations de « notre rattachement au monde vivant » (p. 59).

Gaëtan Flocco
Mélanie Guyonvarch
Enseignants-chercheurs au CPN
Université d'Évry Paris-Saclay

A VOIR

Stéphane BRIZÉ, Un autre monde



Après *La loi du marché* (2015) qui suivait un quinquagénaire dans ses démarches de demande d'emploi et *En guerre* (2018) qui montrait les difficultés du militantisme syndical à l'heure des « Plans de sauvegarde de l'emploi », Stéphane Brizé poursuit, avec Vincent Lindon en tête d'affiche, son exploration du monde économique et des politiques d'entreprise. *Un autre monde* s'intéresse aux cadres dirigeants en dressant le portrait d'un directeur d'usine au bord du *burn out*. Après avoir beaucoup sacrifié de son temps, et de sa vie familiale, à son

activité professionnelle, il rechigne à appliquer un énième plan de restructuration et supprimer de nouveaux emplois que les dirigeants du groupe jugent incontournable et vont tout faire pour lui imposer. Une nouvelle illustration, par la voie de la fiction, du management qui sévit dans l'économie actuelle.

Dominique Glaymann
Enseignant-chercheur au CPN
Université d'Évry Paris-Saclay

ACTIVITES A VENIR

Prochains Séminaires du CPN

16 décembre 2022

9h30-12h30 : Camille Dupuy et François Sarfati, *Gouverner par l'emploi*
Discutant : Jean-Pierre Durand (CPN) et Jean-Wilbert Bocliche (CPN)

14h00-17h00 : Béatrice Muller, *Les coulisses des processus d'intégration : une approche territorialisée des mises en œuvre d'une politique d'intégration : le C.I.R*
Discutant : Adrien Lusinchi (CPN)

20 janvier 2023

9h30-12h30 : Thomas Coutrot et Coralie Perez, *Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire*
Discutant : Dominique Glaymann (CPN)

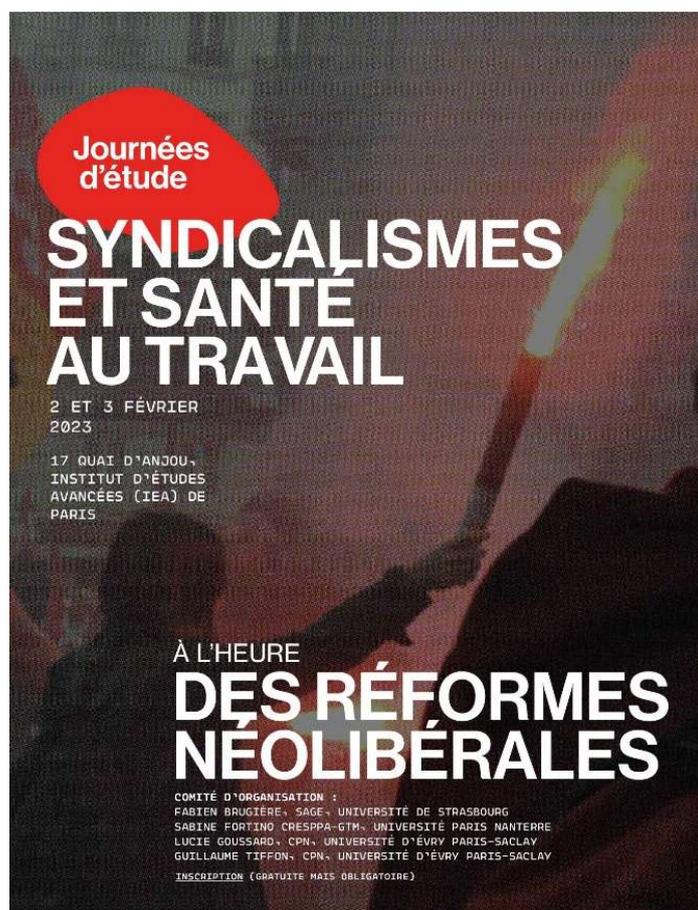
14h00-17h00 : Alice Caudron, *Carrières queers et carrières professionnelles : entre articulations et arbitrages*
Discutante : Lucie Goussard (CPN)

17 février 2023

9h30-12h30 : Marion Flécher, *Le monde des start-up : le nouveau visage du capitalisme ? Enquête sur les modes de création et d'organisation des start-up en France et aux États-Unis.*
Discutant : Olivier Cléach (CPN)

Journée d'études à venir

Syndicalismes et santé au travail à l'heure des réformes néolibérales



Lucie Goussard et Guillaume Tiffon organisent, avec Sabine Fortino et Fabien Brugière, des journées d'étude sur le syndicalisme et la façon dont les différentes organisations syndicales (et patronales) s'emparent des enjeux de santé au travail, que ce soit au niveau national, fédéral ou local, en France bien sûr, mais aussi à l'étranger, au regard des différentes réformes néolibérales mises en œuvre au cours des dernières décennies — et, notamment, des ordonnances Macron pour le cas de la France.

Intitulées « Syndicalismes et santé au travail à l'heure des réformes néolibérales », ces journées auront lieu à l'Institut d'études avancées (IEA) de Paris (17 quai d'Anjou, Paris 75 004), les 2 et 3 février prochains.

Lien vers le programme complet de la journée : <https://www.centre-pierre-naville.fr/syndicalismes-et-sante-au-travail-a-lheure-des-reformes-neoliberales/>

L'inscription est gratuite mais obligatoire, via le lien suivant : <https://framaforms.org/inscription-journées-detude-syndicalismes-et-sante-au-travail-a-lheure-des-reformes-neoliberales-1>

CENTRE PIERRE NAVILLE

EA 2543

Université d'Évry Paris-Saclay

UFR de Sciences de l'Homme et de la Société

2 rue du Facteur Cheval

91000 Évry-Courcouronnes

